

**Union européenne -
Myanmar/Birmanie - L'UE prend
des sanctions à l'encontre de sept
officiers supérieurs des forces
armées et de la police des frontières
responsables de graves violations
des droits de l'Homme envers la
population rohingya ou liés à ces
actes - Communiqué de presse du
Conseil de l'Union européenne
(Bruxelles, 25 juin 2018)**

Bruxelles, 25 juin 2018

Le 25 juin, compte tenu de la situation au Myanmar/en Birmanie, le Conseil a institué des mesures restrictives à l'encontre de sept personnes. Ces sanctions consistent en un gel des avoirs et une interdiction de pénétrer sur le territoire de l'UE.

Les personnes visées par les sanctions sont des officiers des forces armées (Tatmadaw) et de la police des frontières du Myanmar/de la Birmanie, inscrits sur la liste pour avoir participé ou avoir été liés aux atrocités et aux graves violations des droits de l'Homme commises contre la population rohingya dans l'Etat de Rakhine durant le second semestre de 2017. Ces actes comprennent des exécutions extrajudiciaires, des violences sexuelles et l'incendie systématique des maisons et des bâtiments des Rohingyas.

Le 26 avril 2018, le Conseil a prorogé et renforcé l'embargo sur les armes imposé par l'UE au Myanmar/à la Birmanie et a interdit la fourniture d'une formation militaire aux forces armées du Myanmar/de la Birmanie, ainsi que la coopération militaire avec celles-ci. Il a également adopté un cadre juridique concernant des mesures restrictives ciblées à l'encontre de certaines personnes des forces armées (Tatmadaw) et de la police des frontières du Myanmar/de la Birmanie, ce qui permettra, si ces crimes devaient rester impunis, d'imposer des sanctions individuelles.

Comme il l'a indiqué dans ses conclusions du 26 février 2018, le Conseil engage le gouvernement du Myanmar/de la Birmanie et les forces de sécurité à faire en sorte que la sécurité, l'Etat de droit et l'obligation de rendre des comptes prévalent dans le pays, notamment dans l'Etat de Rakhine et les Etats Kachin et Shan. Le Conseil suivra de près la situation au Myanmar/en Birmanie et réexaminera constamment sa décision, y compris sous l'angle de la possibilité d'imposer de nouvelles mesures restrictives ciblées.

Les actes législatifs adoptés aujourd'hui, y compris les noms des personnes visées par les sanctions, sont publiés au Journal officiel du 25 juin 2018./.